



Fonds pour l'environnement mondial

GEF/C.28 /5
11 mai 2006

Conseil du FEM
6-9 juin 2006

Point 14 de l'ordre du jour

**STRATÉGIE DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS
DE PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.28/5, intitulé *Stratégie de financement des activités de prévention des risques biotechnologiques*, le Conseil approuve la stratégie.

Table des matières

I.	Introduction.....	4
II.	Objectif de la stratégie de prévention des risques biotechnologiques	4
III.	Directives opérationnelles.....	5
	Portée de la stratégie et activités ouvrant droit à un financement.....	5
	État des lieux national	6
	Projets nationaux.....	6
	Projets régionaux et sous-régionaux	6
	Viabilité.....	7
	Transposition.....	8
	Rôle du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP)	8
IV.	Suivi et évaluation.....	8
V.	Enveloppe prévue.....	11

I. INTRODUCTION

1. Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a été adopté lors de la reprise de la première réunion extraordinaire de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Montréal (Canada), le 29 janvier 2000. Il a été ouvert à signature à Nairobi (Kenya) le 24 mai 2000 et est entré en vigueur le 11 septembre 2003. Au mois d'avril 2006, les Parties au Protocole étaient au nombre de 132.

2. L'objet du Protocole est de « contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation d'organismes vivants modifiés (OVM) résultant de la technologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières ».

3. Conformément à l'article 28 du Protocole, il a été demandé au FEM, qui fait office de mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique, de jouer ce même rôle dans le cadre du Protocole. Le mandat du FEM, tel qu'énoncé à l'article 28 du Protocole, consiste principalement à aider les pays en développement (en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement) et les pays en transition parties au Protocole à définir les capacités qu'ils doivent renforcer et à répondre à ces besoins aux fins d'application du Protocole.

II. OBJECTIF DE LA STRATÉGIE DE PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

4. La stratégie proposée a pour principal objectif d'aider à renforcer la capacité des pays bénéficiaires à mettre en œuvre leurs cadres nationaux de promotion de la biodiversité (CNB), par le biais d'activités nationales, sous-régionales et régionales.

5. Les CNB porteront sur des domaines considérés comme fondamentaux par le *Plan d'action pour la création de capacités propres à assurer la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena*, adopté lors de la troisième Conférence des parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Cartagena. Ces domaines clés ont été définis à l'issue d'un état des lieux national. Les activités seront élaborées dans une optique régionale ou nationale, tandis que le soutien technique et l'harmonisation des interventions au niveau supranational s'inscriront dans le cadre de projets régionaux ou sous-régionaux.

6. La stratégie proposée tient compte des directives reçues des Parties au Protocole de Cartagena (annexe A), du mandat du FEM et des enseignements tirés :

- a) de l'expérience acquise à ce jour dans la mise en œuvre des projets financés au titre de la Stratégie initiale visant à aider les pays à se préparer

à l'entrée en vigueur du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (voir annexe B) ;

- b) des résultats de l'évaluation indépendante de l'aide fournie par le FEM à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Cartagena, réalisée par le Bureau du suivi et de l'évaluation¹ (voir annexe B III) ;
- c) des observations formulées par le Conseil du FEM après examen du document intitulé *Composantes d'une stratégie de prévention des risques biotechnologique*², qui lui a été présenté à sa réunion de novembre 2005 ;
- d) des commentaires reçus des participants aux consultations³ organisées parallèlement à la troisième Conférence des parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Cartagena, qui s'est tenue à Curitiba (Brésil), du 13 au 17 mars 2006.

III. DIRECTIVES OPÉRATIONNELLES

Portée de la stratégie et activités ouvrant droit à financement

7. Le FEM financera des projets régionaux et sous-régionaux, ainsi que des projets nationaux, si les pays formulent une demande en ce sens. Globalement, la démarche retenue vise à financer l'exécution d'un certain nombre de projets nationaux, complété de projets régionaux ou sous-régionaux pour répondre aux besoins supranationaux. Le soutien technique s'inscrira dans le cadre de projets régionaux et sous-régionaux qui intégreront l'exécution d'activités nationales, si les pays de la région le demandent.

8. On veillera tout particulièrement à la bonne coordination, à l'échelon national, des rôles, des responsabilités et des interventions des différentes parties prenantes à l'élaboration et à l'exécution des projets. À cette fin, les projets définiront avec précision les fonctions d'un mécanisme national de coordination.

9. Les activités axées sur la sensibilisation et l'éducation à la prévention des risques biotechnologiques, l'accès à l'information et la prise de décision participative seront pleinement intégrées aux projets, dès l'étape de leur conception. Tous les projets régionaux et nationaux donneront lieu à l'élaboration de stratégies nationales de prévention des risques biotechnologiques, qui seront l'un des points d'appui des activités mises en œuvre dans le long terme après l'achèvement des projets.

¹http://www.thegef.org/MonitoringandEvaluation/METThemesTopics/METBiodiversity/documents/Publications_BiosafetyExecVer-ENGLISH-lowres_000.pdf

²

http://thegef.org/Documents/Council_Documents/GEF_C27/C.27.12_Elements_for_a_Biosafety_Strategy.pdf

³ Les deux réunions de consultation qui ont eu lieu en marge de la Conférence ont été consacrées respectivement aux enseignements tirés des projets mis en œuvre au titre de la stratégie initiale du FEM et aux composantes de la stratégie de prévention des risques biotechnologiques. Les Agents d'exécution et les Parties et observateurs au Protocole de Cartagena ont été nombreux à participer à ces deux réunions.

État des lieux national

10. La phase de conception des projets fera intervenir, au besoin⁴, un état des lieux préalable dans le pays participant. Il pourra s'agir d'une évaluation indépendante⁵ portant, entre autres, sur les aspects suivants : politiques nationales sur les biotechnologies et la prévention des risques biotechnologiques ; activités concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation d'OVM ; réglementation nationale ; stade de développement des biotechnologies ; capacités techniques existantes de prévention des risques biotechnologiques, notamment en matière d'évaluation et de gestion des risques ; suivi et exécution ; information et participation du public ; adoption d'approches communes et recherche de synergies au niveau régional ou sous-régional.

11. Cet état des lieux doit permettre de définir des objectifs précis et mesurables.

Projets nationaux

12. Les projets nationaux de moyenne envergure visant à aider les pays répondant aux conditions requises à mettre en œuvre leurs CNB seront financés par des ressources allouées aux pays à titre individuel dans le domaine d'intervention « diversité biologique » en application du Dispositif d'allocation des ressources (DAR). Des projets régionaux ou sous-régionaux viendront compléter les projets nationaux, à l'appui d'activités supranationales comme l'harmonisation des cadres réglementaires des pays d'une même région, l'échange de compétences ou le renforcement des capacités dans des domaines d'intérêt commun.

Projets régionaux et sous-régionaux

13. Les activités régionales et sous-régionales de soutien à la mise en œuvre des CNB s'inscriront dans le cadre de projets de grande envergure. Les pays pouvant prétendre aux financements du FEM recevront un soutien par le biais de projets sous-régionaux et régionaux dès lors qu'il s'avèrera possible de partager, dans des conditions économiquement efficaces, les ressources limitées disponibles et de coordonner les projets nationaux d'exécution. Les projets régionaux et sous-régionaux seront encouragés à la lumière d'une évaluation préalable des possibilités de coordination et, à terme, d'harmonisation des cadres réglementaires, du potentiel d'échange de compétences à l'échelle régionale et des priorités communes en matière de renforcement des capacités.

14. Les projets régionaux et sous-régionaux seront financés par des ressources allouées aux pays à titre individuel⁶ dans le domaine d'intervention « diversité biologique » en application du Dispositif d'allocation des ressources (DAR). S'y ajouteront, selon les besoins, des ressources provenant des 5 % alloués au titre de la

⁴ Dans la plupart des cas, l'état des lieux sera inutile dans la mesure où le projet PNUE/FEM sur l'élaboration des CNB a déjà donné lieu à un exercice de ce type.

⁵ On entend ici par « évaluation indépendante » une évaluation réalisée par des experts ou des organisations qui ne sont pas directement associés par la suite à l'exécution des projets.

⁶ http://thegef.org/Operational_Policies/Resource_Allocation_Framework.html

Déduction à usage mondial et régional dans le domaine d'intervention « diversité biologique », pour les éléments extérieurs aux objectifs nationaux. Ces projets devraient contribuer dans une large mesure à la mobilisation de fonds supplémentaires, présenter un réel potentiel de transposition et être particulièrement efficaces par rapport à leur coût.

Viabilité

15. Pour bénéficier de l'aide du FEM, les projets proposés devront faire la preuve de la capacité des pays participants à financer la poursuite des activités relatives à l'application du Protocole de Cartagena, une fois que les projets financés par le FEM se seront achevés.

16. Pour garantir la viabilité des activités, le projet devra :

- a) prévoir la désignation des autorités compétentes et la mise en place d'un mécanisme national de coordination intégré au cadre réglementaire, afin de garantir la viabilité institutionnelle des activités ;
- b) intégrer les coûts liés à la prévention des risques biotechnologiques aux comptes et budget nationaux, afin de garantir la viabilité financière de la politique de prévention des risques biotechnologiques.
- c) mettre sur pied des mécanismes réglementaires nationaux qui permettront d'inscrire les principes et dispositions du Protocole de Cartagena dans la législation nationale et la politique nationale de développement durable pour assurer la viabilité écologique ;
- d) œuvrer au renforcement des capacités (institutionnelles et humaines) et de la coopération régionale, afin d'encourager la mise en œuvre durable des CNB ;
- e) encourager la coopération régionale et la coopération Sud-Sud, qui contribueront à créer une masse critique de compétences, notamment scientifiques, dans l'intérêt de tous les pays des régions concernées ;
- f) encourager la création de centres régionaux d'excellence en matière de prévention des risques biotechnologiques, à l'appui des activités nationales de renforcement des capacités ;
- g) encourager, dans la mesure du possible, la participation des organisations politiques/économiques sous-régionales, afin de promouvoir la prise en compte systématique de la prévention des risques biotechnologiques et la pérennisation des activités s'y rapportant.

Transposition

17. La coordination des efforts engagés à l'échelle internationale sera renforcée par le biais d'un échange d'information, d'une collaboration plus étroite et de la mise en œuvre d'activités communes dans le cadre du *Mécanisme de coordination pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la création de capacités propres à assurer la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena* (annexe IV à la décision BS-I/5). On mettra l'accent en particulier sur la complémentarité entre le Protocole de Cartagena et d'autres initiatives bilatérales ou multilatérales sur la prévention des risques biotechnologiques et les biotechnologies, afin de tirer le meilleur parti des synergies qui s'en dégagent. Dans toute la mesure possible, on établira des passerelles entre les projets de renforcement des capacités de prévention des risques biotechnologiques et les projets bilatéraux et multilatéraux en cours dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques et des biotechnologies, afin de mettre pleinement à profit les synergies entre ces divers projets.

Rôle du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP)

18. Le Secrétariat du FEM, en concertation avec le STAP, examinera les moyens d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques au portefeuille de projets sur la biodiversité et de rechercher des synergies entre les activités portant sur la prévention des risques biotechnologiques, la biodiversité agricole, les espèces exotiques envahissantes et le commerce international illicite des espèces menacées. Dans le même temps, le Secrétariat et le STAP tenteront de définir les moyens d'élargir la capacité des systèmes en place, notamment dans les secteurs des douanes et du commerce, afin d'améliorer l'évaluation et la gestion du risque que présentent les OVM.

IV. SUIVI ET ÉVALUATION

19. Le plan de suivi de la présente stratégie permettra de réunir des informations utilisables dans le cadre de toute évaluation ultérieure de l'efficacité des activités du point de vue de leur coût et des résultats obtenus.

20. Le suivi de l'efficacité de la stratégie sera assuré tant au niveau des programmes que des projets.

21. Au niveau des programmes, les indicateurs suivants seront utilisés :

- a) Nombre de pays dont le projet de mise en œuvre de la CNB a été approuvé par le FEM (projets autonomes ou intégrés à des projets régionaux) par rapport au nombre total de pays pouvant prétendre à l'aide du FEM⁷.

⁷ Pour bénéficier de l'aide du FEM au titre d'un projet de prévention des risques biotechnologiques, les pays doivent i) pouvoir prétendre aux financements du FEM ; ii) être parties à la Convention sur la diversité biologique; et iii) être parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques ou avoir confirmé par écrit leur volonté politique de devenir partie au Protocole dès l'achèvement des activités pour lesquelles ils sollicitent un financement.

- b) Nombre de pays participant à des projets régionaux du FEM sur la prévention des risques biotechnologiques (autres que les projets nationaux) ;
- c) Nombre de pays participant à des projets de prévention des risques biotechnologiques financés par d'autres sources que le FEM ;
- d) Montant total des financements alloués par le FEM en faveur de projets de prévention des risques biotechnologiques par rapport au montant total des ressources allouées au titre du troisième objectif stratégique de FEM-4 dans le domaine d'intervention « diversité biologique » ;
- e) Nombre de pays ayant mis en œuvre avec succès leurs CNB par rapport au nombre total de pays participants.

22. Au niveau des projets, les indicateurs suivants seront utilisés pour suivre la mise en œuvre des CNB :

Composante	Indicateur de suivi	Moyen de vérification
Politique de prévention des risques biotechnologiques	Prise en compte de la prévention des risques biotechnologiques dans les politiques ou plans stratégiques nationaux de développement	Politique de développement durable, document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité, politique sur les sciences et les (bio) technologies, politique agricole, politique sanitaire et alimentaire, politique éducative.
Cadre réglementaire	Réglementation en place et évaluations entreprises Nombre de décisions prises par rapport aux demandes reçues Nombre de décisions prises dans les délais prévus au Protocole de Cartagena	Législation en place Décisions publiées sur le site web national consacré à la prévention des risques biotechnologiques et sur le portail central du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et du Secrétariat de la CDB
Système de traitement des demandes	Nombre de demandes traitées (notifications et décisions) Nombre de demandes traitées par rapport aux demandes reçues Délais de traitement des demandes	Archives nationales du Centre d'échange (ou son équivalent)
Système de suivi des impacts et de l'application des décisions	Nombre d'inspections réalisées et pourcentage de décisions appliquées Nombre d'échantillons prélevés dans le cadre d'inspections et/ou de mesures d'application pour la recherche d'OGM .	Archives nationales du Centre d'échange (ou son équivalent), ou relevé des échantillons prélevés pour la recherche d'OGM et résultats obtenus.
Information et participation du public	Nombre de visites sur le site national du Centre d'échange ; nombre d'articles sur la prévention des risques biotechnologiques publiés dans la presse nationale ; nombre de réunions publiques organisées ; réactions du public ; prévention des risques biotechnologiques intégrée aux programmes d'enseignement (secondaire et supérieur) ; degré de participation des acteurs concernés aux travaux des instances nationales de décision.	Site national du Centre d'échange, presse écrite, émissions de télévision et de radio, annonce des demandes reçues et des décisions prises ; composition des comités nationaux de décision.

Composante	Indicateur de suivi	Moyen de vérification
Démarches régionales	Approche harmonisée de la prévention des risques biotechnologiques (atténuation des risques/interventions d'urgence/réglementation, etc.)	Adoption d'un cadre régional de biosécurité ; normes techniques régionales sur la prévention des risques biotechnologiques, réglementation en place, etc.
	Élaboration de méthodes normalisées d'évaluation et de gestion des risques	Évaluations des risques et avantages (environnementaux, sociaux) ; bases de données pour le suivi de la distribution des cultures, des flux de gènes, etc. ; outils et directives d'évaluation et de gestion des risques ; protocoles d'expérimentation, de recherche et de validation, etc.
	Mise en place d'un mécanisme de coopération régionale	Programmes de formation technique/scientifique spécialisée offerts dans les instituts et universités de la région ; recherches ciblées en cours dans les principaux centres régionaux d'excellence et protocoles interlaboratoires en place ; autres mécanismes opérationnels et autonomes utilisés ou mis en place afin de promouvoir une coopération régionale durable, notamment par le biais d'organisations économiques ou d'autres instances régionales à vocation commerciale, environnementale ou sociale, et à divers niveaux politiques, etc.
	Public mieux informé des questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques.	Centre régional d'échange en place ; modalités d'échange d'information sur la biosécurité adoptées (médias, organisations de la société civile, audiences publiques, etc.) ; enquêtes d'opinion, etc.

V. ENVELOPPE PRÉVUE

23. Les financements prévus au titre de FEM-4 pour la mise en œuvre de la présente stratégie sont de 75 millions de dollars dans chacun des trois scénarios de reconstitution des ressources du FEM (Doc. GEF/R.4/22 : *Revised Programming Document GEF-4*).